SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Pour l'égalité réelle, toutes et tous mobilisé·es le 8 mars!

CARRIÈRE ET RÉMUNÉRATION



Malgré les effets d'annonces gouvernementales de faire de la cause des femmes la grande cause du quinquennat, les inégalités persistent dans le travail, dans les foyers et dans la société. Le 8 mars, cinq organisations syndicales dont l'UNSA appellent à se mobiliser, y compris par la grève, pour porter haut les couleurs de l'égalité entre les femmes et les hommes et revendiquer une société de progrès et de justice...

Nos organisations CFDT -CGT - UNSA - Solidaires - FSU appellent à se mobiliser y compris par la grève le 8 mars 2024.

Portons haut les couleurs de l'égalité entre les femmes et les hommes pour revendiquer une société de progrès et de justice.

Malgré les effets d'annonces gouvernementales de faire de la cause des femmes la grande cause du quinquennat, l**es inégalités persistent dans le travail, dans les foyers et dans la société.**

Les inégalités salariales et de carrières ne diminuent pas ou très peu. Les femmes perçoivent 1**/4 de salaire de moins** que les hommes et **à la retraite l'écart des pensions se creuse à hauteur de 40 %.** C'est comme si les femmes s'arrêtaient de travailler tous les jours à 15h40. Elles sont **58 %** à être payées **au SMIC** et y restent **plus longtemps**. Alors qu'**elles sont plus diplômées** que les hommes, elles ne sont q**ue 39 % à** occuper des **emplois de cadre.** Les métiers à

prédominance féminine sont dévalorisés et mal rémunérés. L'index dit « Pénicaud » doit être amélioré et cet outil ne doit pas remplacer les accords et les plans d'action dans les entreprises. Ses trop bonnes notes ne reflètent pas la réalité des inégalités salariales que subissent les femmes alors même qu'il ne concerne que 1% des entreprises et que seules 0,5% ont des index calculables.

Assignées à leur rôle de mère, elles occupent **80% des emplois à temps partiel et 95% des congés parentaux sont pris par les femmes.** Le poids de la parentalité, incluant la **double journée et la charge mentale**, **pénalise exclusivement la carrière des mères**, accentuant encore les inégalités salariales. Tout est à craindre concernant l'émancipation des femmes, lorsque le président parle de « **réarmement démographique » alors que les conditions de travail et de vie des femmes sont l'impensé des politiques publiques**. Il manque plus d'un million d'emplois dans les métiers du soin et du lien et plus de 200 000 places dans la petite enfance.

Les **discours masculinistes se renforcent dans la sphère publique**, prônant un retour aux « vraies valeurs » et à un sexisme décomplexé. Le Haut Conseil à l'Égalité, dans son rapport annuel, **fait le constat que le sexisme s'aggrave d'année en année.**

Les **moyens** alloués à la **lutte contre les violences sexistes et sexuelles** sont **très en deçà des besoins**, **80 % des plaintes sont classées sans suite**, et le gouvernement **français refuse d'inclure la notion de consentement et le viol dans la directive européenne contre les violences faites aux femmes**. De la même manière qu'**il refuse d'appliquer au-delà du droit constant la convention 190 et à plein la recommandation 206 de l'organisation internationale du travail pour lutter contre la violence et le harcèlement au travail.**

Pour toutes ces raisons, nous devons faire du 8 mars 2024 une puissante journée de grève et mobilisation partout. Pour :

- l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes,
- la revalorisation des métiers à prédominance féminine,
- des services publics de qualité répondant aux besoins notamment dans la petite enfance,
- des moyens pour la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Ne laissons pas passer les discours passéistes, sexistes, masculinistes. Nous ne voulons plus de promesses, nous voulons des actes.

Le 8 mars, toutes et tous en grève et en manifestation !Article publié sur le site UNSA FP